

LE TEMPS

Sommet du G20 Samedi 4 avril 2009

L'OCDE appelée à rendre des comptes

Par Valentine Zubler, Berne

Suite au placement de la Suisse sur une liste grise des paradis fiscaux par l'OCDE, les élus préparent la contre-attaque. Plusieurs pistes sont avancées

Deux poids, deux mesures. Le placement, jeudi, de la Suisse sur une liste grise des paradis fiscaux par l'OCDE reste en travers de la gorge des élus. Si certains déplorent une fois de plus la cacophonie du Conseil fédéral, qui a vu Hans-Rudolf Merz, Eveline Widmer-Schlumpf et Pascal Couchepin s'exprimer à tour de rôle sur la mise sous surveillance fiscale du pays, ces critiques sont partagées à Berne.

«Ce qui me dérange, souligne le président du PS suisse, Christian Levrat, c'est que les pays du G20 ont décidé de ne pas se fâcher entre eux, d'où la présence des îles Anglo-Normandes sur la liste blanche.» Même constat chez la libérale Martine Brunschwig Graf: «Il s'agit d'une liste politique, subjective. Personne ne s'y retrouve. La Chine, respectivement Macao, n'a pas conclu d'accord. Mais, étant membre du G20, elle se retrouve parmi les juridictions ayant appliqué les règles internationales.»

La contre-attaque s'organise. Notamment vis-à-vis de l'OCDE, appelée à rendre des comptes pour avoir été sollicitée de manière informelle par le G20. «Car les patrons de cette organisation sont ses pays membres, dont la Suisse», rappelle Martine Brunschwig Graf. Ainsi, la conseillère nationale interpellera lundi la Commission de politique extérieure du parlement, pour demander au gouvernement de convoquer rapidement une réunion ministérielle de l'OCDE. En cas d'accueil positif, cette démarche pourrait aboutir au dépôt d'une motion de commission. Quant au président du PDC, Christophe Darbellay, il imagine de «verser la contribution de la Suisse à l'OCDE sur un compte bloqué, jusqu'à ce que ce problème soit résolu».

Rôle de la Suisse en débat

La présence de la Suisse sur la liste grise des paradis fiscaux n'est d'ailleurs pas le seul objet qui fâche les parlementaires. La multiplication par trois des ressources du Fonds monétaire international (FMI), décidée par les membres du G20 lors du sommet de Londres, interpelle également les élus. «Cela a été fait au nom de qui?» s'interroge Martine Brunschwig Graf. «Le FMI, dont nous sommes membres, ne s'est pas réuni. Dans quelle mesure serons-nous sollicités? Cela mérite une discussion.»

Les débats s'annoncent intenses. Car Christian Levrat, lui, n'estime pas judicieux d'entrer dans un rapport de force. «Plutôt que de jouer les «Calimero», comme le fait le Conseil fédéral, nous devrions tirer des conclusions sur le rôle de la Suisse dans ces institutions internationales, et coordonner notre action sur le plan de la diplomatie économique. Car je rappelle que le siège de la Suisse au conseil exécutif du FMI est attaqué», poursuit le socialiste fribourgeois. De même, conclut-il, «ce serait une erreur de critiquer le G20, même s'il est inadmissible que nous n'ayons pas été consultés pour la liste de l'OCDE. Gordon Brown a signalé que nous pourrions participer aux travaux du G20 dans le cadre des groupes de travail.»

Economiesuisse fâchée

Enfin, du côté des représentants de l'économie, le directeur d'économiesuisse, Pascal Gentinetta, juge «inacceptable» que la Suisse, «dont il n'y a pas à douter de la bonne foi», figure sur la liste grise. Genève Place financière critique quant à elle vivement qu'à la veille de renégocier des conventions de double imposition, la Suisse soit «placée dans une position d'inégalité dès le départ par l'OCDE».

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**